

Le cannibalisme commercial fait encore des victimes en Essonne

FO a largement communiqué depuis de nombreuses années sur les dangers que représentaient les nombreuses dérogations et surtout le silence sur des comportements illégaux de certaines enseignes. L'objectif est clairement de tuer la petite et moyenne concurrence par tous les moyens.

Un cadeau a été donné aux 3 premiers du secteur de l'ameublement par l'amendement Debré qui a permis d'écraser les indépendants, grâce à la légalisation de leurs ouvertures sauvages le dimanche. C'est à leur tour d'être dans la tourmente comme Conforama actuellement.

Un autre a été offert par le décret du Ministre du travail M. SAPIN au secteur du bricolage, là aussi pour rendre légales, les ouvertures illégales du dimanche. Comportement qui a permis d'étouffer les moins résistants du Bricolage et autres secteurs comme la quincaillerie. La revente de Bricorama (dont celui des Ulis qui est en mauvaise posture) et maintenant l'annonce de fermeture de magasins Castorama (dont celui de Balainvilliers) en sont les conséquences.

La loi Macron « aura finalisée » l'open bar pour tous les commerces, grâce à une législation très ouverte pour déroger au repos le dimanche et la nuit.

Tous avaient annoncé des revoyures pour faire le point et en particulier sur les créations d'emplois... rien n'a été fait réellement pour présenter les pertes d'emplois.

Nous ne pouvons que constater qu'après la disparition de commerces de proximité, avec un impact sur le commerce de gros qui en dépend, c'est au tour des plus grosses enseignes de réajuster le tir au nom de la rentabilité. C'est une casse sans nom que les salariés du commerce vont vivre. C'est par milliers de victimes sociales que sera touché l'Essonne. Les stigmates sont largement visibles dans des galeries commerciales quasiment fantôme, avec la disparition de chaînes. Cette situation fragilise par conséquent les centres commerciaux.

Seule une vraie réglementation pourra limiter la casse en limitant les distorsions de concurrence et permettra de redévelopper des commerces de proximité, indispensable pour créer des emplois de proximité et limiter les déplacements des clients et des salariés (on nous parle d'écologie ?).

L'Union Départementale FO 91 enverra dans les prochains jours un courrier à tous les maires essonniers et au Préfet pour rappeler sa position sur les ouvertures le dimanche, pour répondre définitivement aux demandes de dérogation. Cette fois-ci, FO n'annoncera pas une catastrophe sociale, mais la constatera et la dénoncera. Les Parlementaires essonniers seront aussi destinataires, comme la représentation patronale essonnienne. Ils doivent agir.

